ASSEMBLÉE NATIONALE

15 février 2021

PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3887)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 407

présenté par
M. Kokouendo

ARTICLE PREMIER**CADRE DE PARTENARIAT GLOBAL**

Compléter l'alinéa 51 par la phrase suivante :

« À travers sa politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales, la France vise à assurer aux femmes et aux filles le libre et égal accès aux services sociaux de base, tels que l'éducation, l'hygiène menstruelle et la santé sexuelle et reproductive, à favoriser l'accès aux ressources productives et économiques, leur contrôle et l'accès à l'emploi décent, à garantir le libre et égal accès des femmes et des filles aux droits et à la justice, et la protection contre toutes les formes de violence. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La difficulté d'accès de toutes les femmes aux protections hygiéniques de qualité constitue un obstacle de taille au développement, à l'autonomisation des femmes et ainsi à l'égalité femmes-hommes.

Une mauvaise hygiène menstruelle entrave la vie d'une femme au moins 5 jours par mois. Elle peut provoquer des problèmes de santé, nuire à la scolarisation des filles ainsi qu'au travail des femmes qui préfèrent rester chez elles faute de protections hygiéniques adaptées.

La précarité menstruelle, mise en avant par le rapport de la sénatrice Patricia Schillingeren 2019 et enrichi par un rapport des députées Laëticia Romeiro Dias et Bénédicte Taurine en février 2020, est une priorité du Gouvernement.

A la suite d'expérimentations conduites en 2020, le Gouvernement a décidé d'augmenter le budget consacré à la lutte contre la précarité menstruelle à 5 millions d'euros en 2021.

Il convient ainsi d'intégrer la même ambition dans les objectifs de la politique française de développement.